ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 juillet 1996, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets" (L. 25.362/2), et

en ayant délibéré en ses séances des 20 janvier, 27 janvier, 3 février et 17 février 1997,

a donné le 17 février 1997 l'avis suivant :

2° un projet d'arrêté royal "relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets" (L. 25.363/2),

a donné le 3 mars 1997 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN dDE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 juli 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten" (L. 25.362/2), heeft zich daarover beraden ter vergadering van 20 januari, 27 januari, 3 februari en 17 februari 1997

heeft op 17 februari 1997 het volgend advies gegeven :

2° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten" (L. 25.363/2),

heeft op 3 maart 1997 het volgend advies gegeven :

I. Observations préalables

1. Les arrêtés en projet se donnent comme fondement légal la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les articles 1er, 2 et 6 de cette loi habilitent implicitement le Roi à arrêter le statut administratif et pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets.

L'attention de l'auteur du projet est spécialement attirée sur le fait que l'existence même de cette habilitation est actuellement contestée devant la section d'administration du Conseil d'Etat (1).

En l'état, la section de législation du Conseil d'Etat ne peut, donc, ni implicitement, ni explicitement prendre position quant à la question de compétence. C'est dès lors sous la réserve expresse de ce qui vient d'être exposé que le présent avis est donné.

2. Les projets étant directement de nature à entraîner des dépenses nouvelles, l'accord du ministre qui a le Budget dans ses attributions est requis en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au

(1) Il est renvoyé, pour de plus amples développements sur cette question, à l'argumentation formulée notamment dans l'affaire De Mey Marcel c/l'Etat belge, représenté par le Ministre de la Justice (G/A. 54.152/X-2.171).

contrôle administratif et budgétaire. Cet accord ne figure pas dans les documents communiqués au Conseil d'Etat.

En effet, l'accord commun du ministre de l'Intérieur et du ministre du Budget dont il est fait état dans la lettre du 14 août 1996 du ministre de la Fonction publique au ministre de la Justice n'équivaut pas à un accord du ministre du Budget, puisque ladite lettre n'est pas signée par ce dernier.

Dès lors, c'est également sous la réserve expresse de l'accomplissement de cette formalité que la section de législation du Conseil d'Etat donne l'avis suivant.

II. Observations générales

1. Les dispositions réglementaires relatives au statut des membres de la police judiciaire près les parquets se trouvent éparpillées dans de nombreux arrêtés, dont certains sont parfois fort anciens. L'ensemble n'est guère cohérent dès lors que des aspects d'une même matière font l'objet d'arrêtés royaux différents sans lien logique apparent entre eux.

A titre d'exemple, on observera que la carrière des agents et des officiers judiciaires près les parquets est réglée simultanément par l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets, par l'arrêté royal du 2 décembre 1969 relatif à certains grades nouveaux de la hiérarchie des officiers et agents

judiciaires près les parquets et du personnel technique des laboratoires de police scientifique, ainsi que par deux arrêtés royaux du 25 novembre 1991, l'un relatif à la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets, l'autre fixant les conditions et les modalités de promotion aux grades de première classe à la police judiciaire, sans compter toutes les dispositions spéciales insérées dans les textes spécifiques à certains services de la police judiciaire.

2. En outre, l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets a déjà été modifié à de très nombreuses reprises. A ce jour, dix arrêtés modificatifs sont toujours en vigueur. Lorsqu'un texte a subi un nombre important de modifications, il est à conseiller de le refondre en entier dans un texte nouveau plutôt que d'y apporter encore de nouvelles modifications (1), d'autant plus que les dispositions en projet - plus particulièrement celles relatives à la promotion de certains agents et de certains officiers judiciaires - s'insèrent mal dans la structure actuelle de l'arrêté du 3 avril 1929 précité. Le recours à des articles bis, ter, quater, quinquies, sexies, eux-mêmes subdivisés en de nombreux paragraphes, rend le texte quasiment illisible. Une observation similaire doit être faite pour les autres textes que le projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets tend à modifier.

---

(1) Cf. la règle 88 du Code de légistique (Moniteur belge du 2 juin 1982).

3. A cela, il vient s'ajouter que, selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué et les termes mêmes de la demande d'avis formulée par le ministre, les arrêtés en projet ne constituent qu'une mise en oeuvre partielle de la réforme envisagée et que d'autres arrêtés doivent encore être adoptés de manière à adapter l'ensemble de la réglementation applicable en la matière.

4. En conclusion dans un souci de sécurité juridique et de clarté, il est indispensable de coordonner en un nouveau texte unique les diverses dispositions groupant l'ensemble des règles relatives au statut du personnel de la police judiciaire près les parquets.

Sous réserve des observations particulières qui suivent, le plan ci-dessous pourrait être adopté :

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT ADMINISTRATIF ET PECUNIAIRE DES MEMBRES DE LA POLICE JUDICIAIRE PRES LES PARQUETS (1)

Titre Premier - Du statut administratif des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets

---

(1) Il va de soi que le nouveau projet d'arrêté royal devra respecter les règles de la légistique formelle et notamment celles relatives à la division en articles et en paragraphes. L'auteur du projet veillera notamment à éviter la rédaction d'articles incluant un nombre trop élevé de paragraphes qui n'ont pas de lien direct entre eux.

(Le présent titre comprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets, tel que cet arrêté est modifié par les articles 1er à 9 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets ainsi que certaines des dispositions du projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets).

Chapitre premier - De la composition

Article 1er, §§ 1er et 2 nouveau (1).

Chapitre II - De la nomination et de la désignation

Section première - De la nomination

Article 1er, § 3 nouveau.

Section II - De la désignation

Sous-section première - Dispositions générales

---

(1) Les dispositions qui ne sont pas autrement identifiées visent les dispositions de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets, telles que ces dernières sont, le cas échéant, modifiées par le projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Article 1er, § 4 nouveau, complété par les articles 1er à 8 et par l'article 13 du projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets.

Sous-section II - De la Commission d'évaluation

Articles 9 à 11 du projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets.

Chapitre III - De la promotion par avancement de grade

Section première - Des conditions de promotion

Article 1erter, § 1er, 1°, 2° et 3°, § 2, 1°, 2° et 3°, § 3, § 4 (en tant que ce dernier paragraphe concerne la promotion par avancement de grade) et § 9 nouveau.

Section II - De l'introduction des candidatures

Article 1erquater, §§ 2 et 3 nouveau (1).

Section III - De l'évaluation et des avis

---

(1) Il n'est pas fait mention ici du paragraphe 1er de l'article en projet. Il est renvoyé, en ce qui concerne les raisons de cette omission, à l'observation particulière formulée à l'encontre de cette même disposition sous l'article 3 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Article 1erter, § 1er, 4° et § 2, 4° nouveau.

Article 1erter, §§ 5 à 8 nouveau, en tant que ces paragraphes concernent la promotion par avancement de grade.

Section IV - De l'octroi des promotions

Article 1erquinquies nouveau.

Chapitre IV - De la hiérarchie

Article 1er, § 6 nouveau.
Article 2, §§ 1er et 2 nouveau.
Article 3 actuel.

Chapitre V - Des renforts et des détachements

Article 3bis actuel.
Article 3ter actuel.
Article 3quater actuel.

Chapitre VI - Du personnel administratif et technique

Article 2, § 3 actuel.

Chapitre VII - De la discipline

Articles 4 et 5 actuels, articles 6 et 7, tels que ces articles sont respectivement modifiés par les articles 7 et 8 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets et articles 8quater et 8quinquies actuels.

Chapitre VIII - Des recours et du Comité régulateur de la police judiciaire près les parquets

Article 8, tel que cet article est modifié par l'article 9 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets et articles 8bis, 8ter, 8sexies et 9 actuels.

Chapitre IX - De la réintégration

Article 1erbis actuel.

Chapitre X - Dispositions particulières

Section première - Du personnel des laboratoires de police technique et scientifique

(Arrêté royal du 17 octobre 1991 relatif aux laboratoires de police technique et scientifique, tel que cet

arrêté est modifié par les articles 10 à 20 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets).

Section II - Du personnel du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets

(Arrêté royal du 13 février 1985 portant réorganisation du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets, tel que cet arrêté est modifié par les articles 21 à 30 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets).

Section III - Du personnel du service d'identification judiciaire

(Arrêté royal du 15 janvier 1973 relatif au transfert du Service d'identification judiciaire du Ministère de la Justice au Commissariat général de police judiciaire près les parquets, tel que cet arrêté est modifié par les articles 31 à 35 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets).

Titre II - Du statut pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets

(Le présent titre comprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets ainsi que certaines des dispositions de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets, telles que ces dispositions sont modifiées par le projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets et certaines dispositions du projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets).

Chapitre premier - Dispositions générales

Articles 1er et 2 actuels (1) et articles 3 et 4, tels que ces articles sont respectivement modifiés par l'article 36 et par l'article 37 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

---

(1) Les dispositions qui ne sont pas autrement identifiées visent les dispositions de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets, telles que ces dernières sont, le cas échéant, modifiées par le projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Chapitre II - Des échelles de traitement

Article 4bis, §§ 1er, 3, 5 et 7, § 9, première phrase et §§ 10 et 11 nouveau.

Article 40 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Chapitre III - Des promotions par avancement barémique

Section première - Disposition générale

Article 1er, § 5 nouveau de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets, tel que cet article est remplacé par l'article 1er du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets).

Section II - Des conditions de promotion

Article 4bis, § 2, 1°, § 4, alinéa 1er, 1° et 2°, § 6, 1° et § 8, alinéa 1er, 1°, 2° et 3° nouveau.

Article 1erter, § 3 et § 4 (en tant que ce dernier paragraphe concerne les promotions par avancement barémique) nouveau de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets.

Article 39 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Section III - De l'introduction des candidatures

Article 1erquater, §§ 2 et 3 nouveau de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets (1).

Section IV - De l'évaluation et des avis

Article 4bis, § 2, 2°, § 4, alinéa 1er, 3°, § 6, 2° et § 8, alinéa 1er, 4° nouveau.

Article 1erter, §§ 5 à 8 nouveau de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets, en tant que ces paragraphes concernent les promotions par avancement barémique.

Section V - De l'octroi des promotions

Article 4bis, § 4, alinéa 2 et § 8, alinéas 2 et 3 nouveau.

Article 1ersexies nouveau de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets.

---

(1) Il est renvoyé à la première note de l'observation générale n° 4.

Articles 68 et 69 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Chapitre IV - Des compléments de traitement

Article 4bis, § 9, deuxième phrase, nouveau.

Article 12 du projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets.

Titre III - Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Chapitre premier - Dispositions abrogatoires

Articles 70 à 72 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Dispositions abrogeant les textes qui suivent :

- arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets;

- arrêté royal du 15 janvier 1973 relatif au transfert du Service d'identification judiciaire du Ministère

de la Justice au Commissariat général de la police judiciaire près les parquets;

- arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets;

- arrêté royal du 13 février 1985 portant réorganisation du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets;

- arrêté royal du 17 octobre 1991 relatif aux laboratoires de police technique et scientifique.

Chapitre II - Dispositions transitoires

Article 10 actuel de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets.

Articles 41 à 67 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets (1).

Article 14 du projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets.

---

(1) Il est renvoyé, en ce qui concerne les articles 59 à 63 du projet d'arrêté royal considéré, à l'observation particulière formulée infra à l'encontre de ces mêmes articles.

Chapitre III - Dispositions finales

Articles 73, 74 et 75, § 4 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets (1).

Ce projet de plan sera, le cas échéant, complété par les dispositions des projets d'arrêté actuellement en préparation dont le ministre a fait état dans la lettre de demande d'avis.

A. En ce qui concerne le projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets (L. 25.362/2)

Article 2

Article 1erter, § 1er, en projet

De la lecture combinée des paragraphes 5 et 7 de l'article en projet et du paragraphe 2 de l'article 1erquinquies de l'arrêté royal du 3 avril 1929 précité, inséré dans ce même arrêté par l'article 4 du projet, ainsi que des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il

(1) Il n'est pas fait mention ici des paragraphes 2 et 3 de l'article en projet. Il est renvoyé, en ce qui concerne les raisons de cette omission, à l'observation particulière formulée à l'encontre de ces mêmes dispositions sous l'article 75 du projet d'arrêté royal portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets.

ressort que toutes les candidatures à la promotion au grade d'inspecteur judiciaire divisionnaire seront soumises à l'appréciation du ministre de la Justice sans distinguer selon qu'elles ont fait l'objet d'un avis préalable favorable ou défavorable du procureur du Roi.

Le mot "favorable" figurant au 4° de la disposition en projet doit, eu égard à cette précision et de l'accord du fonctionnaire délégué, être omis.

Indépendamment de la remarque qui précède, il y a lieu d'observer que la règle établie par le 4° de la disposition en projet ne constitue, pas à proprement parler, une condition de promotion au grade considéré, mais s'apparente davantage à une règle de procédure. Elle doit, dès lors, être intégrée dans une disposition distincte.

Des observations similaires valent pour le paragraphe 2 de l'article en projet ainsi que pour les paragraphes 2, 4, 6 et 8 de l'article 4bis de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets, inséré dans ce même arrêté par l'article 38 du projet et pour les articles 43 à 52 du projet.

Article 1erter, § 5, en projet

1. L'avis que le procureur du Roi est appelé à émettre préalablement à toute candidature à la promotion par avancement de grade peut, suivant les explications fournies

par le fonctionnaire délégué, s'écarter des conclusions de l'appréciation à laquelle se sont livrées les différentes personnes successivement chargées d'évaluer le candidat. Il importe que le procureur du Roi soit expressément tenu de faire connaître les raisons particulières pour lesquelles il estime devoir s'écarter des conclusions des différentes évaluations qui ont servi à l'élaboration de son propre avis.

La rédaction de l'alinéa 6 de la disposition en projet sera adaptée en conséquence.

2. L'alinéa 7 de la disposition en projet vise deux avis différents et, curieusement, semble accorder davantage d'importance à l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement dans le ressort duquel le candidat entend se faire nommer qu'à celui du procureur du Roi de l'arrondissement dans le ressort duquel le candidat exerce ses fonctions au moment de l'annonce de la vacance de l'emploi.

Article 1erter, § 6, en projet

L'alinéa 2 de la disposition en projet est tautologique et devrait, de préférence, être omis.

Article 1erter, § 7, alinéa 2, en projet

Il n’est pas possible de prévoir un "appel" auprès du comité régulateur contre l’intention que manifesterait le ministre de retarder ou de refuser une promotion, malgré l’avis favorable du procureur du Roi.

Seuls deux systèmes peuvent être adoptés qui soient légalement admissibles :

1° soit le texte prévoit non seulement un avis du procureur du Roi, mais aussi un avis du comité régulateur;

2° soit le texte prévoit que seul le procureur du Roi donne un avis et que, si celui-ci est défavorable, un recours est ouvert devant le comité régulateur.

Dans les deux cas, le ministre prend sa décision conforme ou non à l’avis ou aux avis, sa décision pouvant faire l’objet d’un recours au Conseil d’Etat.

Article 1erter, § 9, en projet

Si l’intention des auteurs du projet est que la formation continuée des candidats à la promotion au grade d’inspecteur judiciaire divisionnaire ou de commissaire judiciaire divisionnaire peut consister en des cours qui ne soient pas organisés par l’Ecole de criminologie et de criminalistique, le projet doit être complété de façon à préciser que la formation continuée des officiers et agents

judiciaires près les parquets peut également être assurée par d'autres écoles, institutions ou organisations.

Article 3

Article 1erquater, § 1er en projet

En tant qu'elle a pour objet de préciser que les promotions qu'elle vise sont accessibles à tous les candidats qui remplissent les conditions de promotion requises, la règle énoncée par la disposition en projet fait double emploi, selon le cas, avec les paragraphes 1er et 2 de l'article 1erter en projet de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets (article 2 en projet) et avec les paragraphes 4 et 8 de l'article 4bis en projet de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets (article 38 du projet).

En tant qu'elle dispose que seuls peuvent prétendre aux promotions qu'elle vise les candidats qui appartiennent "au rôle linguistique de la brigade où l'emploi est vacant", cette même règle fait double emploi avec les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Elle doit, pour cette double raison, être omise.

Article 1erquater, § 2 en projet

1. Il convient, en ce qui concerne le concept de "direction opérationnelle et fonctionnelle des brigades" visé par l'alinéa 1er de la disposition en projet, de se référer à l'observation particulière formulée sous l'article 6 à propos de l'article 2, § 1er nouveau de l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets.

2. Le dernier alinéa du paragraphe 2 et le dernier alinéa du paragraphe 3, de l'article en projet en ce qu'ils précisent qu'"il est ... tenu compte des candidatures qui ont été envoyées par lettre recommandée" ne se concilient pas avec le paragraphe 3, alinéa 1er, du même article, lequel précise que les candidatures sont à adresser "par la voie hiérarchique".

Il convient que la procédure d'introduction des candidatures soit identique pour tous les agents et tous les officiers, quelle que soit la position administrative dans laquelle ils se trouvent.

Article 4

Lorsqu'il existe une règle, on ne peut créer une exception aussi large qu'elle permet de vider la règle de sa substance.

L'article 1erquinquies en projet de l'arrêté royal du 3 avril 1929 précité énonce une règle à laquelle il est possible de s'écarter dans tous les cas.

Si telle n'est pas l'intention des auteurs du projet, le texte doit être modifié; si telle est l'intention, le texte doit être omis.

Article 6

En confiant la direction juridique au procureur du Roi et la direction opérationnelle et fonctionnelle au commissaire en chef de la police judiciaire, l'article 2, § 1er, en projet de l'arrêté royal du 3 avril 1929 précité divise le pouvoir que l'article 1er de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets attribue exclusivement au procureur du Roi.

Une telle division n'est pas légalement admissible.

Si l'objectif des auteurs du projet est d'instituer une sorte de chaîne de commandement de manière telle que

l'organisation du travail de la brigade soit confiée à un commissaire en chef, les textes qui concrétiseront cette intention doivent préciser que la responsabilité de la direction de la brigade doit en tout cas rester au procureur du Roi, auquel la loi l'attribue.

Article 10

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 6 à propos de la division du pouvoir de direction, les mots "de la direction technique" doivent être omis.

Article 38

Le dispositif de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets doit être complété par une ou plusieurs dispositions ayant pour objet de préciser les règles de procédure applicables en matière de promotions par avancement barémique.

Article 53

L'article en projet a pour objet d'instaurer à charge des inspecteurs judiciaires divisionnaires nommés en vertu des articles 42 et 43 du projet et candidats à une

promotion à l'échelle barémique 2D l'obligation de satisfaire, à titre transitoire, outre aux conditions fixées par l'article 4bis, § 4, de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 précité à une série d'exigences particulières de formation continuée.

En raison même de son existence limitée dans le temps (1), l'obligation ainsi créée est de nature à engendrer entre les différents inspecteurs judiciaires divisionnaires concernés une différence de traitement qui ne paraît pas admissible au regard du principe d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution (2).

Une observation similaire vaut pour les articles 54 à 57 du projet.

---

(1) L'article 74 du projet stipule en effet que l'article 53 cesse de produire tout effet le 1er janvier 2000. Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que les inspecteurs judiciaires divisionnaires visés par la disposition en projet ne pourront pas, tous, être promus à l'échelle barémique 2D avant même l'écchéance de la date du 1er janvier 2000.

(2) Selon qu'ils seront promus à l'échelle barémique 2D entre le moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet et le 1er janvier 2000 ou à une date postérieure à cette même date, les agents judiciaires intéressés auront, en effet, été soumis ou non à l'obligation de satisfaire à des exigences particulières de formation continuée.

Articles 59 à 63

Des termes mêmes de la lettre de la demande d'avis du ministre ainsi que des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que les articles en projet n'ont pas d'autre objet que de réglementer la situation juridique d'un nombre déterminé d'agents et d'officiers judiciaires, telle que cette dernière pourrait se présenter à l'issue de recours actuellement pendants devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Il n'appartient pas à la section de législation du Conseil d'Etat de donner des avis sur des conséquences juridiques pouvant résulter de décisions de la section d'administration sur des recours toujours pendants.

Article 67

Mieux vaudrait, afin d'accroître la clarté du texte, préciser que les exigences particulières de formation continuée dont il s'agit sont celles visées aux articles 44, 46, 48, 50, 52 et 53 à 57 (1) du projet.

---

(1) Il est renvoyé, en ce qui concerne la mention suggérée des articles 53 à 57 du projet, à l'observation formulée sous l'article 53 du projet.

Article 68

1. L'article en projet revêt non pas la nature d'une disposition transitoire mais celle d'une disposition permanente. Il doit, en conséquence, prendre la forme d'une disposition modificative de l'arrêté royal du 26 novembre 1976 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets.

2. La même observation vaut pour l'article 69 du projet.

Article 75

Paragraphe 1er

Dans la mesure où il s'agit, pour le ministre, de régler, par circulaire, les particularités qui rendent difficile l'application des dispositions projetées, le texte en projet est superflu.

Dans la mesure où il entend conférer au ministre le pouvoir de déroger aux règles du statut, le texte est illégal.

Dans les deux cas, le texte doit être omis.

Paragraphes 2 et 3

Ces paragraphes doivent être omis pour la raison, selon le fonctionnaire délégué, qu'il n'entre pas dans l'intention des auteurs du projet de faire rétroagir les textes en projet.

Contreseing

Si le contreseing du ministre du Budget est bien obligatoire en vertu de l'article 47 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, la signature du ministre de la Fonction publique n'est, par contre, imposée par aucune disposition légale ou réglementaire. Elle doit, en conséquence, être omise.

B. En ce qui concerne le projet d'arrêté royal relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets (L. 25.363/2)

Article 1er

1. Dans le système juridique belge, le ministre endosse la responsabilité politique des décisions relatives à la carrière des agents et des officiers judiciaires. Il serait en conséquence préférable que l'avis des procureurs généraux, favorable ou non, ne lie pas le ministre.

2. Les règles établies par le 3° et le 4° de l'article en projet ne constituent pas à proprement parler une condition de nomination au grade de commissaire général de la police judiciaire mais s'apparente davantage à des règles de procédure. Elles doivent, en conséquence, être omises de l'article examiné et faire l'objet de deux dispositions nouvelles ayant l'une pour objet spécifique de préciser que toute désignation au grade de commissaire général de la police judiciaire doit être soumise à l'appréciation préalable d'une commission d'évaluation, l'autre que cette même désignation doit faire l'objet d'un avis des procureurs généraux.

Une observation similaire vaut en ce qui concerne les dispositions figurant respectivement sous les 3° et 4° de l'article 2 et de l'article 3 de l'arrêté en projet.

3. Il importe d'exiger des procureurs généraux qu'ils motivent spécialement l'avis qu'ils ont l'obligation d'émettre sur chaque candidature à l'emploi de commissaire général de la police judiciaire. La disposition en projet ne vise pas le collège des procureurs généraux. Il faut en conclure que chacun de ceux-ci est amené à donner son avis sur le candidat, ce qui justifie d'autant plus que ces avis soient motivés.

Article 5

La règle énoncée à l'alinéa 2 fait double emploi avec les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1996. Elle doit, en conséquence, être omise.

Article 7

1. Aux termes de l'article en projet, la période pour laquelle un officier judiciaire a été désigné au grade de commissaire général de la police judiciaire, de commissaire général adjoint de la police judiciaire ou de commissaire en chef de la police judiciaire peut être écourtée soit à la demande de l'intéressé lui-même, soit pour des raisons inhérentes à l'intérêt du service. Dans ce dernier cas, le ministre de la Justice est spécialement tenu de solliciter de l'Inspection générale de la police judiciaire près les parquets la réalisation d'une enquête et le dépôt d'un rapport.

Le texte en projet ne reconnaît, toutefois, pas à l'intéressé le droit d'être préalablement entendu.

La rédaction de l'article en projet doit être complétée de manière à prendre en compte l'hypothèse où il serait prématurément mis fin au mandat de l'officier judiciaire pour des raisons inhérentes au comportement de

l'intéressé et à lui reconnaître le droit d'être entendu préalablement à toute décision du ministre de la Justice (1).

Article 10

1. La disposition sous l'alinéa 1er, 2°, seconde phrase, énonce le principe selon lequel, lorsqu'ils sont détachés auprès du commissariat général de la police judiciaire près les parquets, les officiers candidats à un emploi conféré par désignation font l'objet d'un avis motivé du magistrat chargé d'assurer la surveillance du commissariat général de la police judiciaire (2).

---

(1) Voyez à ce sujet la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, C.E. Zeipen, n° 12.082, 1er décembre 1966; C.E., Lamalle, n° 13.939, 5 février 1970; C.E., Lion, n° 15.094, 22 décembre 1971; C.E., Van de Walle, n° 18.579, 24 novembre 1977; C.E., Vanden Eynde, n° 20.710, 14 novembre 1980.

(2) L'existence de ce magistrat est consacrée par l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets, lequel dispose que "Lorsqu'ils constatent que la mise en oeuvre de la politique criminelle est mise en péril par un mauvais fonctionnement du commissariat général, ils peuvent désigner un magistrat du parquet général chargé d'exercer leur autorité en vue d'y remédier".

On n’aperçoit pas comment la règle ainsi établie pourrait s’appliquer dès lors que la fonction du magistrat désigné pour donner, dans ce cas précis, les avis requis ne revêt pas un caractère permanent.

De l’article 5, alinéa 2, de l’arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de police judiciaire près les parquets, il ressort, en effet, que le magistrat concerné n’est appelé à procéder à la surveillance du commissariat général que lorsqu’il a été spécialement chargé de cette mission par les procureurs généraux et uniquement le temps nécessaire pour remédier aux anomalies et aux carences constatées dans le fonctionnement de cette autorité.

La rédaction de la disposition en projet doit être revue en conséquence.

2. Le texte sous l’alinéa 1er, 2°, vise l’avis motivé des procureurs du Roi qui ont la direction juridique des brigades.

En confiant la seule direction juridique au procureur du Roi et, par voie de conséquence, la direction opérationnelle et fonctionnelle au commissaire en chef de la police judiciaire, le texte en projet divise le pouvoir que l’article 1er de la loi du 7 avril 1919 instituant des

officiers et agents judiciaires près les parquets attribue exclusivement au procureur du Roi.

Une telle division n'est pas légalement admissible.

Si l'objectif des auteurs du projet est d'instituer une sorte de chaîne de commandement de manière telle que l'organisation du travail de la brigade soit confiée à un commissaire en chef, les textes qui concrétiseront cette intention doivent préciser que la responsabilité de la direction de la brigade doit en tout cas rester au procureur du Roi, auquel la loi l'attribue.

Article 14

1. La rédaction de l'article en projet doit être complétée de manière à préciser que la période de la désignation dont les officiers judiciaires qu'il vise font l'objet peut être écourtée aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles établies par l'article 7 de l'arrêté en projet.

2. A la fin de la disposition, il faut écrire : "... pour une période de cinq ans, qui peut être écourtée".

Observation finale

Si le contreseing du ministre du Budget est bien obligatoire en vertu de l'article 47 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, la signature du ministre de la Fonction publique n'est, par contre, imposée par aucune disposition légale ou réglementaire. Elle doit, en conséquence, être omise.

Observations de forme

Sous réserve des observations de structure et de fond faites dans le présent avis, le texte néerlandais des projets devrait être rédigé en tenant compte des observations de forme faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

I. Voorafgaande opmerkingen

1. De wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten vormt beweerdelijk de rechtsgrond van de ontworpen besluiten. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar wordt de Koning bij de artikelen 1, 2 en 6 van die wet er stilzwijgend toe gemachtigd de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten vast te stellen.

De steller van het ontwerp wordt er in het bijzonder op gewezen dat het bestaan zelf van die machtiging thans bij de afdeling administratie van de Raad van State wordt betwist (1).

Bij deze stand van zaken kan de afdeling wetgeving van de Raad van State dus noch stilzwijgend, noch uitdrukkelijk een standpunt over de bevoegdheidskwestie innemen. Derhalve wordt dit advies gegeven onder uitdrukkelijk voorbehoud van wat zopas is uiteengezet.

2. Aangezien de ontwerpen rechtstreeks nieuwe uitgaven kunnen doen ontstaan, is krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de

---

(1) Voor een ruimere uiteenzetting terzake wordt verwezen naar de argumentatie in, onder meer, de zaak Marcel De Mey / de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie (G/A. 54.152/X-2.171).

administratieve en begrotingscontrole de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, vereist. Die akkoordbevinding is niet aan de Raad van State overgezonden.

Dat de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken het samen eens zijn, gelijk te lezen staat in de brief dd. 14 april 1996 van de Minister van Ambtenarenzaken aan de Minister van Justitie, staat immers niet gelijk met een akkoordbevinding van de Minister van Begroting, aangezien die brief niet door laatstgenoemde is ondertekend.

Derhalve is het ook onder het uitdrukkelijk voorbehoud dat aan dat vormvereiste wordt voldaan dat de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende advies verstrekt.

II. Algemene opmerkingen

1. De verordeningsbepalingen betreffende de rechtspositie van de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten zijn verspreid over tal van besluiten, waaronder soms zeer oude. Het geheel is zo goed als onsamenhangend, aangezien aspecten van eenzelfde aangelegenheid in verschillende koninklijke besluiten worden geregeld zonder enige zichtbare onderlinge logische band.

Zo bijvoorbeeld wordt erop gewezen dat de loopbaan van de gerechtelijke agenten en officieren bij de parketten tegelijk geregeld wordt bij het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten, het koninklijk besluit van 2 december 1969 betreffende bepaalde nieuwe graden in de hiërarchie van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en van het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie, alsook bij twee koninklijke besluiten van 25 november 1991, te weten het koninklijk besluit betreffende de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en het koninklijk besluit houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten betreffende de bevordering tot de graden van eerste klasse bij de gerechtelijke politie, ongerekend bijzondere bepalingen, ingevoegd in de teksten specifiek voor sommige diensten van de gerechtelijke politie.

2. Bovendien is het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten al zeer vaak gewijzigd. Tot op heden zijn er nog steeds tien wijzigingsbesluiten van kracht. Wanneer een tekst meermaals is gewijzigd, is het raadzaam die tekst volledig te herschrijven in plaats van er nog nieuwe wijzigingen in aan te brengen (1), des te meer daar de ontworpen bepalingen - inzonderheid die betreffende de bevordering van bepaalde

---

(1) Zie regel 88 van de Handleiding bij de Wetgevingstechniek (Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982).

gerechtelijke agenten en officieren - moeilijk in te passen zijn in de huidige structuur van het voormelde besluit van 3 april 1929. Het gebruik van artikelen bis, ter, quater, quinquies, sexies, die op hun beurt in verscheidene paragrafen worden ingedeeld, maakt de tekst nagenoeg onleesbaar. Een soortgelijke opmerking geldt ook voor de andere teksten die door het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten zouden worden gewijzigd.

3. Daarbij komt nog dat volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar en de formulering zelf van de adviesaanvraag van de minister de ontworpen besluiten slechts een gedeeltelijke uitvoering van de geplande hervorming zijn en dat nog andere besluiten moeten worden goedgekeurd om de volledige, in dezen toepasselijke regelgeving aan te passen.

4. Tot slot is het voor de rechtszekerheid en de duidelijkheid noodzakelijk dat de verscheidene bepalingen worden gecoördineerd in één nieuwe tekst die alle bepalingen betreffende de rechtspositie van het personeel van de gerechtelijke politie bij de parketten bevat.

Onder voorbehoud van de volgende bijzondere opmerkingen zou de hierna vermelde indeling kunnen worden goedgekeurd :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE DE ADMINISTRATIEVE RECHTSPOSITIE EN DE BEZOLDIGINGSREGELING VAN DE LEDEN VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE BIJ DE PARKETTEN (1)

Titel I - Administratieve rechtspositie van de leden van het personeel van de gerechtelijke politie bij de parketten

(Titel I omvat alle bepalingen van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten, zoals dat besluit gewijzigd wordt bij de artikelen 1 tot 9 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, alsook sommige bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten).

Hoofdstuk I - Samenstelling

Het nieuwe artikel 1, §§ 1 en 2 (2).

---

(1) Uiteraard moet het nieuwe ontwerp van koninklijk besluit de wetgevingstechnische bepalingen in acht nemen, in het bijzonder die betreffende de indeling in artikelen en paragrafen. Zo dient de steller van het ontwerp artikelen met te veel paragrafen die niet rechtstreeks met elkaar verband houden, te vermijden.

(2) Tenzij anders bepaald, betreft het de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten, eventueel gewijzigd bij het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Hoofdstuk II - Benoeming en aanwijzing

Afdeling I - Benoeming

Het nieuwe artikel 1, § 3.

Afdeling II - Aanwijzing

Onderafdeling I - Algemene bepalingen

Het nieuwe artikel 1, § 4, aangevuld met de artikelen 1 tot 8 en met artikel 13 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten.

Onderafdeling II - Evaluatiecommissie

De artikelen 9 tot 11 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten.

Hoofdstuk III - Bevordering door verhoging in graad

Afdeling I - Bevorderingsvoorwaarden

Het nieuwe artikel 1ter, § 1, 1°, 2° en 3°, § 2, 1°, 2° en 3°, § 3, § 4 (voor zover deze laatste paragraaf de bevordering door verhoging in graad betreft) en § 9.

Afdeling II - Indienen van de kandidaturen

Het nieuwe artikel 1quater, §§ 2 en 3 (1).

Afdeling III - Evaluatie en adviezen

Het nieuwe artikel 1ter, § 1, 4°, en § 2, 4°.

Het nieuwe artikel 1ter, §§ 5 tot 8, voor zover die paragrafen betrekking hebben op bevorderingen door verhoging in graad.

Afdeling IV - Toekennen van bevorderingen

Het nieuwe artikel 1quinquies.

---

(1) Paragraaf 1 van het ontworpen artikel wordt hier niet vermeld. Wat de redenen daarvoor betreft, wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die bij diezelfde bepaling wordt gemaakt onder artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Hoofdstuk IV - Hiërarchie

Het nieuwe artikel 1, § 6.
Het nieuwe artikel 2, §§ 1 en 2.
Het huidige artikel 3.

Hoofdstuk V - Versterkingen en detacheringen

Het huidige artikel 3bis.
Het huidige artikel 3ter.
Het huidige artikel 3quater.

Hoofdstuk VI - Administratief en technisch personeel

Het huidige artikel 2, § 3.

Hoofdstuk VII - Tucht

De huidige artikelen 4 en 5, de artikelen 6 en 7, zoals ze respectievelijk gewijzigd worden bij de artikelen 7 en 8 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en de huidige artikelen 8quater en 8quinquies.

Hoofdstuk VIII - Beroep en Comité tot regeling van de gerechtelijke politie

Artikel 8, zoals gewijzigd bij artikel 9 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en de huidige artikelen 8bis, 8ter, 8sexies en 9.

Hoofdstuk IX - Wederopneming

Het huidige artikel 1bis.

Hoofdstuk X - Bijzondere bepalingen

Afdeling I - Personeel van de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie

(Het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 betreffende de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie, zoals het gewijzigd wordt bij de artikelen 10 tot 20 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten).

Afdeling II - Personeel van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten

(Het koninklijk besluit van 13 februari 1985 houdende reorganisatie van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten, zoals het gewijzigd wordt bij de artikelen 21 tot 30 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten).

Afdeling III - Personeel van de dienst gerechtelijke identificatie

(Het koninklijk besluit van 15 januari 1973 betreffende de overgang van de Dienst gerechtelijke identificatie van het Ministerie van Justitie naar het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, zoals het gewijzigd wordt bij de artikelen 31 tot 35 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten).

Titel II - Bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten

(Deze titel omvat alle bepalingen van het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten

bij de parketten, alsook sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten, zoals die bepalingen gewijzigd worden bij het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, alsook sommige bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten).

Hoofdstuk I - Algemene bepalingen

De huidige artikelen 1 en 2 (1) en de artikelen 3 en 4, zoals deze laatste respectievelijk gewijzigd worden bij artikel 36 en artikel 37 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

---

(1) Tenzij anders bepaald, betreft het de bepalingen van het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, zoals die eventueel bij het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten worden gewijzigd.

Hoofdstuk II - Weddeschalen

Het nieuwe artikel 4bis, §§ 1, 3, 5 en 7, § 9, eerste volzin, en §§ 10 en 11.

Artikel 40 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Hoofdstuk III - Bevorderingen door verhoging in weddeschaal

Afdeling I - Algemene bepaling

Het nieuwe artikel 1, § 5, van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten, zoals dat artikel vervangen wordt bij artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Afdeling II - Bevorderingsvoorwaarden

Het nieuwe artikel 4bis, § 2, 1°, § 4, eerste lid, 1° en 2°, § 6, 1°, en § 8, eerste lid, 1°, 2° en 3°.

Het nieuwe artikel 1ter, § 3 en § 4 (voor zover laatstgenoemde paragraaf bevordering door verhoging in weddeschaal betreft) van het koninklijk besluit van

3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten.

Artikel 39 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Afdeling III - Indienen van de kandidaturen

Het nieuwe artikel 1quater, §§ 2 en 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten (1).

Afdeling IV - Evaluatie en adviezen

Het nieuwe artikel 4bis, § 2, 2°, § 4, eerste lid, 3°, § 6, 2° en § 8, eerste lid, 4°.

Het nieuwe artikel 1ter, §§ 5 tot 8, van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten, voor zover die paragrafen betrekking hebben op bevorderingen door verhoging in weddeschaal.

Afdeling V - Toekennen van bevorderingen

Het nieuwe artikel 4bis, § 4, tweede lid, en § 8, tweede en derde lid.

---

(1) Zie eerste voetnoot bij algemene opmerking nr. 4.

Het nieuwe artikel 1sexies van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten.

De artikelen 68 en 69 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Hoofdstuk IV - Aanvullende wedden

Het nieuwe artikel 4bis, § 9, tweede zin.

Artikel 12 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten.

Titel III - Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Hoofdstuk I - Opheffingsbepalingen

De artikelen 70 tot 72 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Bepalingen die de volgende besluiten opheffen :

- het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten;

- het koninklijk besluit van 15 januari 1973 betreffende de overgang van de Dienst gerechtelijke identificatie van het Ministerie van Justitie naar het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten;

- het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende de bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten;

- het koninklijk besluit van 13 februari 1985 houdende de reorganisatie van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten;

- het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 betreffende de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie.

Hoofdstuk II - Overgangsbepalingen

Het huidige artikel 10 van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten.

De artikelen 41 tot 67 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten (1).

Artikel 14 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten.

Hoofdstuk III - Slotbepalingen

De artikelen 73, 74 en 75, § 4, van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten (2).

Deze voorgestelde structuur moet eventueel worden aangevuld met de bepalingen van de thans in de maak

---

(1) Wat de artikelen 59 tot 63 van het bewuste ontwerp van koninklijk besluit betreft, wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die verderop in dit advies bij diezelfde artikelen wordt gemaakt.

(2) De paragrafen 2 en 3 van het ontworpen artikel worden hier niet vermeld. Wat de redenen voor die weglating betreft, wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die bij die bepalingen wordt gemaakt onder artikel 75 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

zijnde ontwerpen van besluit waarop de Minister in zijn adviesaanvraag alludeert.

A. Ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten (L. 25.362/2)

Artikel 2

Het ontworpen artikel 1ter, § 1

Uit de gezamenlijke lezing van de paragrafen 5 en 7 van het ontworpen artikel en artikel 1quinquies, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1929, welk laatste artikel bij artikel 4 van het ontwerp in het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1929 wordt ingevoegd, alsook uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat alle kandidaturen voor een bevordering tot gerechtelijk afdelingsinspecteur ter beoordeling aan de Minister van Justitie zullen worden voorgelegd, ongeacht of het voorafgaande advies van de Procureur des Konings al dan niet gunstig was.

Gelet op die verduidelijking moet het woord "gunstig" in 4° van de ontworpen bepaling vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens.

Los van de voorgaande opmerking dient te worden opgemerkt dat de in 4° van de ontworpen bepaling vastgestel-

de regel eigenlijk veeleer een procedureregel is dan een voorwaarde om tot de bedoelde graad te kunnen worden bevorderd. Die regel moet derhalve in een afzonderlijke bepaling worden opgenomen.

Soortgelijke opmerkingen gelden voor paragraaf 2 van het ontworpen artikel, alsook voor de paragrafen 2, 4, 6 en 8 van artikel 4bis van het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, een artikel dat in dat besluit wordt ingevoegd bij artikel 38 van het ontwerp, alsook voor de artikelen 43 tot 52 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 1ter, § 5

1. Het advies dat de procureur des Konings moet uitbrengen alvorens een kandidatuur wordt ingediend voor bevordering door verhoging in graad kan, volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar, afwijken van de conclusies van de beoordeling gemaakt door de verschillende personen die achtereenvolgens met de evaluatie van de kandidaat belast waren. De procureur des Konings dient uitdrukkelijk verplicht te worden de bijzondere redenen mee te delen waarom hij meent te moeten afwijken van de conclusies van de verschillende evaluaties op basis waarvan hij zijn eigen advies heeft opgesteld.

De redactie van het zesde lid van de ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. Het zevende lid van de ontworpen bepaling heeft betrekking op twee verschillende adviezen en lijkt vreemd genoeg meer belang te hechten aan het advies van de procureur des Konings van het arrondissement in het rechtsgebied waarvan de kandidaat benoemd wil worden dan aan dat van de procureur des Konings van het arrondissement in het rechtsgebied waarvan de kandidaat zijn ambt uitoefent op het tijdstip van de vacantverklaring van de betrekking.

Het ontworpen artikel 1ter, § 6

Het tweede lid van de ontworpen bepaling houdt een tautologie in en dient bij voorkeur te vervallen.

Het ontworpen artikel 1ter, § 7, tweede lid

Er kan niet worden voorzien in een "beroep" bij het regelingscomité tegen het voornemen dat de minister kenbaar zou maken om een bevordering uit te stellen of te weigeren, ondanks het gunstige advies van de procureur des Konings.

Er kunnen slechts twee systemen worden ingevoerd die wettelijk aanvaardbaar zijn :

1° ofwel bepaalt de tekst dat niet alleen de procureur des Konings, maar ook het regelingscomité een advies uitbrengt;

2° ofwel bepaalt de tekst dat alleen de procureur des Konings een advies uitbrengt en dat, indien dit ongunstig is, er beroep openstaat bij het regelingscomité.

In beide gevallen neemt de minister zijn beslissing, die al dan niet overeenstemt met het advies of de adviezen, en waartegen beroep kan worden ingesteld bij de Raad van State.

Het ontworpen artikel 1ter, § 9

Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp dat de voortgezette opleiding van de kandidaten voor bevordering tot de graad van gerechtelijk afdelingsinspecteur of gerechtelijk afdelingscommissaris kan bestaan uit lessenreeksen die niet door de School voor criminologie en criminalistiek worden georganiseerd, dan moet het ontwerp zo worden aangevuld dat de voortgezette opleiding van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ook door andere scholen, instellingen en organisaties kan worden verzorgd.

Artikel 3

Het ontworpen artikel 1quater, § 1

Voor zover de regel gegeven in de ontworpen bepaling wil preciseren dat de bevorderingen die hij bedoelt toegankelijk zijn voor alle kandidaten die de vereiste bevorderingsvoorwaarden vervullen, overlapt hij naar gelang van het geval, de paragrafen 1 en 2 van het ontworpen artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten (ontworpen artikel 2) en de paragrafen 4 en 8 van het ontworpen artikel 4bis van het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten (artikel 38 van het ontwerp).

Voor zover diezelfde regel bepaalt dat alleen de kandidaten die tot de "taalrol van de brigade waar de betrekking vacant is" behoren, aanspraak kunnen maken op de bevorderingen waarop hij betrekking heeft, overlapt hij de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Om die twee redenen dient hij te vervallen.

Het ontworpen artikel 1quater, § 2

1. Wat betreft het concept "operationele en functionele leiding over een brigade", een concept aan de orde in het eerste lid van de ontworpen bepaling, wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die geformuleerd is in artikel 6 over artikel 2, § 1 (nieuw) van het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten.

2. Het laatste lid van paragraaf 2 en het laatste lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel zijn, voor zover ze stellen dat "er (...) rekening gehouden (wordt) met de kandidaturen die (aangetekend) (zijn) opgestuurd", niet verenigbaar met paragraaf 3, eerste lid, van hetzelfde artikel, dat stelt dat de kandidaturen "langs hiërarchische weg" worden verzonden.

De procedure voor het indienen van de kandidaturen dient dezelfde te zijn voor alle agenten en alle officieren, wat ook hun administratieve stand moge zijn.

Artikel 4

Wanneer er een regel bestaat, mag er geen uitzondering gemaakt worden die zo ruim is dat de regel erdoor zinloos wordt.

Het ontworpen artikel 1quinquies van het genoemde koninklijk besluit van 3 april 1929 bevat een regel waarvan in alle gevallen kan worden afgeweken.

Indien dat niet de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, moet de tekst gewijzigd worden; indien dat wel de bedoeling is, moet de tekst vervallen.

Artikel 6

Door de juridische leiding toe te vertrouwen aan de procureur des Konings en de operationele en functionele leiding aan de hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, verdeelt het ontworpen artikel 2, § 1, van het genoemde koninklijk besluit van 3 april 1929 de bevoegdheid die bij artikel 1 van de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten uitsluitend aan de procureur des Konings wordt toegewezen.

Zulk een verdeling is niet wettelijk aanvaardbaar.

Indien het doel van de stellers van het ontwerp erin bestaat om als het ware verschillende schakels in de bevelvoering in het leven te roepen zodat de organisatie van het werk van de brigade aan een hoofdcommissaris wordt toevertrouwd, moeten de teksten waarin deze bedoeling concrete vorm krijgt, aangeven dat de verantwoordelijkheid voor de leiding van de brigade in ieder geval in handen van

de procureur des Konings moet blijven, aan wie de wet deze verantwoordelijkheid opdraagt.

Artikel 10

Rekening houdend met de opmerking die gemaakt is onder artikel 6 over de verdeling van de leidinggevende bevoegdheid, moeten de woorden "gerechtelijke officieren die instaan voor de technische leiding" vervangen worden door de woorden "verantwoordelijke gerechtelijke officieren".

Artikel 38

Het dispositief van het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten moet aangevuld worden met één of meer bepalingen die aangeven welke procedureregels van toepassing zijn op de bevorderingen door verhoging in weddeschaal.

Artikel 53

Het ontworpen artikel wil de gerechtelijke afdelingsinspecteurs die krachtens artikel 42 of 43 van het ontwerp benoemd zijn en kandidaat zijn voor een bevordering tot weddeschaal 2D, verplichten om, bij wijze van overgangsmaatregel, behalve aan de voorwaarden die vastgesteld zijn

in artikel 4bis, § 4, van het genoemde koninklijk besluit van 26 november 1976, ook aan een reeks bijzondere verplichtingen van voortgezette opleiding te voldoen.

De aldus ingestelde verplichting kan, juist doordat zij in de tijd beperkt is (1), een verschil in wedde met zich meebrengen voor de verschillende betrokken gerechtelijke afdelingsinspecteurs, dat niet-toelaatbaar lijkt gelet op het gelijkheidsbeginsel vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (2).

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 54 tot 57 van het ontwerp.

Artikelen 59 tot 63

Uit de bewoordingen zelf van de brief waarin de minister een advies aanvraagt alsook uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de ontworpen artikelen

---

(1) Artikel 74 van het ontwerp bepaalt immers dat artikel 53 op 1 januari 2000 ophoudt uitwerking te hebben. Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de gerechtelijke afdelingsinspecteurs die in de ontworpen bepaling worden bedoeld niet allemaal vóór 1 januari 2000 tot weddeschaal 2D kunnen worden bevorderd.

(2) Al naargelang zij bevorderd worden tot weddeschaal 2D tussen het tijdstip van inwerkingtreding van het ontworpen besluit en 1 januari 2000 of op een latere datum, zullen de betrokken gerechtelijke agenten immers al dan niet hebben moeten voldoen aan bijzondere verplichtingen van voortgezette opleiding.

niets anders willen dan de rechtstoestand van een bepaald aantal gerechtelijke agenten en officieren regelen, zoals deze eruit zou kunnen zien na afloop van beroepen die thans aanhangig zijn bij de afdeling administratie van de Raad van State.

Het staat niet aan de afdeling wetgeving van de Raad van State om advies uit te brengen over rechtsgevolgen die kunnen voortvloeien uit beslissingen van de afdeling administratie aangaande beroepen die nog steeds hangende zijn.

Artikel 67

Om de tekst duidelijker te maken, zou het beter zijn aan te geven dat de bijzondere verplichtingen van voortgezette opleiding in kwestie de verplichtingen zijn die bedoeld worden in de artikelen 44, 46, 48, 50, 52 en 53 tot 57 van het ontwerp (1).

Artikel 68

1. Het ontworpen artikel is geen overgangsbepaling, maar een blijvende bepaling. Het dient dan ook de vorm aan

---

(1) Wat de voorgestelde vermelding van de artikelen 53 tot 57 van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar de opmerking die geformuleerd is onder artikel 53 van het ontwerp.

te nemen van een bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 november 1976 houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 69 van het ontwerp.

Artikel 75

Paragraaf 1

Voor zover het er voor de minister om gaat via een rondschrijven de gevallen te regelen die een bijzonder aspect vertonen waardoor de toepassing van de voorgenomen bepalingen moeilijk is, is de ontworpen tekst overbodig.

Voor zover de tekst aan de minister de bevoegdheid wil toekennen om van de rechtspositionele regels af te wijken, is hij onwettig.

In beide gevallen dient de tekst te vervallen.

Paragrafen 2 en 3

Deze paragrafen moeten vervallen omdat het volgens de gemachtigde ambtenaar niet de bedoeling is van de

stellers van het ontwerp om de ontworpen teksten te laten terugwerken.

Medeondertekening

Hoewel de medeondertekening van de Minister van Begroting verplicht is krachtens artikel 47 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt de handtekening van de Minister van Ambtenarenzaken door geen enkele wets- of verordeningsbepaling opgelegd. Zij dient derhalve te vervallen.

B. Ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten (L. 25.363/2)

Artikel 1

1. In het Belgisch rechtsstelsel neemt de minister de politieke verantwoordelijkheid voor de beslissingen betreffende de loopbaan van de gerechtelijke agenten en officieren op zich. Het zou derhalve verkieslijk zijn dat het advies van de procureurs-generaal, of het nu gunstig is of niet, de minister niet bindt.

2. De regels die vastgesteld worden in 3° en 4° van het ontworpen artikel vormen eigenlijk geen voorwaarde voor

benoeming tot de graad van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, maar zijn veeleer procedureregels. Zij dienen dan ook te vervallen in het onderzochte artikel en opgenomen te worden in twee nieuwe bepalingen, waarvan de ene er specifiek toe strekt te bepalen dat iedere aanwijzing tot de graad van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie vooraf ter beoordeling voorgelegd moet worden aan een evaluatiecommissie, en de andere dat diezelfde aanwijzing ter fine van advies aan de procureurs-generaal moet worden voorgelegd.

Een soortgelijke opmerking dient te worden gemaakt bij de bepalingen die respectievelijk onder de punten 3° en 4° van artikel 2 en van artikel 3 van het ontworpen besluit staan.

3. Van de procureurs-generaal dient vereist te worden dat zij het advies dat zij verplicht moeten uitbrengen over iedere kandidatuur voor een betrekking van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, met bijzondere redenen omkleden. De ontworpen bepaling slaat niet op het college van procureurs-generaal. Daaruit dient afgeleid te worden dat elk van hen een advies dient uit te brengen over de kandidaat, wat des te meer rechtvaardigt dat die adviezen met redenen omkleed worden.

Artikel 5

De regel gegeven in het tweede lid overlapt de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1996. Hij dient derhalve te vervallen.

Artikel 7

1. Naar luid van het ontworpen artikel kan de periode waarvoor een gerechtelijk officier is aangewezen als commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, als adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie of als hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie ingekort worden, ofwel op verzoek van de betrokkene zelf, ofwel om redenen die te maken hebben met het belang van de dienst. In dat laatste geval is de Minister van Justitie inzonderheid verplicht om de Algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten te vragen een onderzoek in te stellen en een verslag in te dienen.

De ontworpen tekst kent de betrokkene echter niet het recht toe om voorafgaandelijk te worden gehoord.

Het ontworpen artikel dient zo aangevuld te worden dat ook rekening wordt gehouden met het geval waarbij er vroegtijdig een einde wordt gemaakt aan het mandaat van gerechtelijk officier om redenen die te maken hebben met het gedrag van de betrokkene, en dat hem het recht wordt

toegekend om vóór iedere beslissing van de Minister van Justitie te worden gehoord (1).

Artikel 10

1. De bepaling onder het eerste lid, 2°, tweede zin, stelt het beginsel dat over de officieren die kandidaat zijn voor een betrekking die bij aanwijzing wordt toegekend, en die gedetacheerd zijn bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, een gemotiveerd advies dient te worden uitgebracht door de magistraat die belast is met het toezicht op het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie (2).

De Raad van State ziet niet in hoe de aldus gestelde regel van toepassing kan zijn, aangezien de functie van de magistraat die aangewezen is om in dat specifieke

---

(1) Zie wat dat betreft de vaste rechtspraak van de Raad van State, R.v.S., Zeipen, nr. 12.082, 1 december 1966; R.v.S., Lamalle, nr. 13.939, 5 februari 1970; R.v.S., Lion, nr. 15.094, 22 december 1971; R.v.S., Van de Walle, nr. 18.579, 24 november 1977; R.v.S., Vanden Eynde, nr. 20.710, 14 november 1980.

(2) Deze magistraatsfunctie is vastgelegd in artikel 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, dat bepaalt dat "Wanneer zij vaststellen dat de uitvoering van het strafrechtelijk beleid in gevaar wordt gebracht door een slechte werking van het commissariaat-generaal, (zij) een magistraat van het parket-generaal (kunnen) aanwijzen om hun gezag uit te oefenen teneinde dit te verhelpen".

geval de vereiste adviezen uit te brengen, geen permanente functie is.

Uit artikel 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 september 1991 op het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten blijkt namelijk dat de betrokken magistraat alleen toezicht moet uitoefenen op het commissariaat-generaal wanneer hij speciaal met die taak belast is door de procureurs-generaal en enkel voor de periode die nodig is om de vastgestelde onregelmatigheden en tekortkomingen bij de werking van die overheid te verhelpen.

De redactie van de ontworpen bepaling dient dienovereenkomstig te worden herzien.

2. De tekst onder het eerste lid, 2°, heeft betrekking op het met redenen omklede advies van de procureurs des Konings die de juridische leiding over de brigades hebben.

Door enkel de juridische leiding aan de procureur des Konings toe te vertrouwen en bijgevolg de operationele en functionele leiding aan de hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, verdeelt de ontworpen tekst de bevoegdheid die bij artikel 1 van de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten uitsluitend aan de procureur des Konings wordt verleend.

Zulk een verdeling is niet wettelijk aanvaardbaar.

Indien het doel van de stellers van het ontwerp erin bestaat om als het ware verschillende schakels in de bevelvoering in het leven te roepen zodat de organisatie van het werk van de brigade aan een hoofdcommissaris wordt toevertrouwd, moeten de teksten waarin deze bedoeling concrete vorm krijgt, aangeven dat de verantwoordelijkheid voor de leiding van de brigade in ieder geval in handen van de procureur des Konings moet blijven, aan wie de wet deze verantwoordelijkheid opdraagt.

Artikel 14

1. Het ontworpen artikel moet zo worden aangevuld dat de periode van aanwijzing van de gerechtelijke officieren waarop het betrekking heeft onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde regels kan worden ingekort als die welke zijn vastgesteld bij artikel 7 van het ontworpen besluit.

2. Aan het einde van de bepaling schrijve men : "... voor een periode van vijf jaar, die kan worden ingekort".

Slotopmerking

Ofschoon de medeondertekening van de Minister van Begroting verplicht is krachtens artikel 47 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt de handtekening van de Minister van Ambtenarenzaken door geen enkele wets- of verordeningsbepaling opgelegd. Zij dient derhalve te vervallen.

Vormopmerkingen

In de Franse tekst van de ontwerpen wordt ten onrechte "§ 1" en "alinéa 1" geschreven in plaats van "§ 1er" en "alinéa 1er". Bovendien schrijve men "alinéa 1er, alinéa 2, enz." in plaats van "premier alinéa, deuxième alinéa, enz.".

De Nederlandse tekst van de ontwerpen is vooral uit een oogpunt van correct taalgebruik slordig gesteld. Onderstaande opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de voorgaande structurele en inhoudelijke opmerkingen gemaakt.

A. Ontwerp van koninklijk besluit betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten

In het eerste lid van de aanhef schrijve men "rechterlijke officieren" in plaats van "gerechtelijke officieren", overeenkomstig het juiste opschrift van de wet in kwestie.

De eerste zin van artikel 1 van het ontwerp zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 1 Om als commissaris-generaal van de gerechtelijke politie te kunnen worden aangewezen, moet de kandidaat aan de volgende voorwaarden voldoen : ...".

Een soortgelijke opmerking geldt voor de eerste zin van artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit en voor de eerste zin van artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit.

In artikel 4 van het ontwerp schrijve men "gesteld" in plaats van "voorzien".

In artikel 5 van het ontwerp schrijve men "geschieden" in plaats van "gebeuren".

In artikel 6 van het ontwerp schrijve men "Bij de aanwijzing" in plaats van "Door aanwijzing".

In artikel 8, eerste lid, schrijve men "op zijn vroegst" in plaats van "ten vroegste" en "door middel van" in plaats van "bij middel van".

Artikel 8, tweede lid, van het ontwerp zou beter als volgt worden gesteld :

"In die oproep wordt bepaald wanneer de kandidaturen ingediend moeten zijn en wordt vermeld dat ze schriftelijk en langs hiërarchische weg aan de Minister moeten worden gericht. De Minister meldt de ontvangst van de kandidaturen".

In artikel 9, tweede lid, 1° en 2°, van het ontwerp schrijve men "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij". Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid.

Artikel 10, tweede lid, zou als volgt moeten worden gesteld :

"De adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat. Binnen vijf dagen na de kennisgeving ervan kan hij bij elk advies een nota met zijn opmerkingen voegen".

In artikel 10, vierde lid, van het ontwerp schrijve men "het horen" in plaats van "de horing".

In artikel 10, zesde lid, van het ontwerp schrijve men "in geval van overmacht" in plaats van "in het geval van overmacht".

In artikel 11, §§ 1 en 2, schrijve men "voordragen", respectievelijk "voordraagt" in plaats van "voorstellen" respectievelijk "voorstelt".

B. Ontwerp van koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten

In het eerste lid van de aanhef schrijve men "rechterlijke officieren" in plaats van "gerechtelijke officieren", overeenkomstig het juiste opschrift van de wet in kwestie.

Het woord "dewelke" dient vervangen te worden door "welke" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 3, derde lid); de woorden "steunt zich" door het woord "steunt" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 5, eerste lid); de woorden "gedetacheerd naar" door de woorden "gedetacheerd aan" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 5, derde lid); het woord "bemerkingen" door het woord "opmerkingen" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 5, achtste lid); de woorden "solliciteren voor" door de woorden "solliciteren naar" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 5, zevende lid); de woorden "in toepassing van" door de woorden "met toepassing van" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 6, tweede lid, en § 7, eerste lid, art. 6, ontworpen artikel 2, § 1, tweede lid); de woorden "binnen de tien kalenderdagen" door de woorden "binnen tien kalenderdagen" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 8, eerste lid, art. 3, ontworpen artikel 1quater, § 2,

eerste lid); de woorden "het ongunstig advies" door de woorden "het ongunstige advies" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 8, derde lid, art. 4, ontworpen artikel 1quinquies, § 2, eerste lid); de woorden "bedoeld bij" door de woorden "bedoeld in" (art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 4 en § 9, art. 3, ontworpen artikel 1quater, § 1, art. 38, § 12); het woord "aangeduid" door het woord "aangewezen" (art. 6, ontworpen artikel 2, § 1, tweede lid); het woord "october" door het woord "oktober" (art. 10); het woord "voorzien" door het woord "vastgesteld" (art. 18, ontworpen artikel 13, art. 68, art. 69); de woorden "laureaat van de bekwaamheidstest" door de woorden "geslaagde voor de bekwaamheidstest" (art. 38, ontworpen artikel 4bis, § 4, tweede lid, 1°, art. 61, § 3 en § 4); de woorden "bevorderen tot de weddeschaal 2D" door de woorden "bevorderen tot weddeschaal 2D" (art. 38, ontworpen artikel 4bis, § 2, § 4, § 6, ...); de woorden "de kwoteringen behaald op" door de woorden "de cijfers behaald voor" (art. 38, ontworpen artikel 4bis, § 8, tweede lid); het woord "aanvullingswedde" door de woorden "aanvullende wedde" (art. 38, ontworpen artikel 4bis, § 9); de woorden "examencommissie van de bekwaamheidstests" door de woorden "examencommissie voor de bekwaamheidstests" (art. 38, ontworpen artikel 4bis, § 12, tweede lid); de woorden "vastgesteld in de schaal 1D" door de woorden "vastgesteld in schaal 1D" (art. 41, § 2); de woorden "op datum van de bekendmaking van" door de woorden "op de datum van de bekendmaking van" (art. 42, § 2, art. 58); de woorden "die titularis zijn van een graad van" door de woorden "die bekleed zijn met een graad van" (art. 42, §§ 1 en 2, art. 58); de woorden "die

titularis zijn van de weddeschaal 1B" door de woorden "die weddeschaal 1B genieten" (art. 50, art. 52); de woorden "bekwaamheidstest ... ingericht" door de woorden "bekwaamheidstest ... georganiseerd" (art. 61, § 2, art. 63, § 1); en het woord "oppensioenstelling" door het woord "pensionering" (art. 75, § 2). Voorts schrijve men "bij een ter post aangetekende brief" (art. 3, ontworpen artikel 1quater, § 3, derde lid) en "het uitgebrachte advies" (art. 4, ontworpen artikel 1quinquies, § 2, tweede lid, art. 5, ontworpen artikel 1sexies, § 1, vierde lid).

Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In hoofdstuk I dient in art. 2, het ontworpen artikel 1ter, § 5, vijfde lid, geschreven te worden : "De evaluaties worden afgesloten met de vermelding ..." en in het zesde lid : "Het advies van de Procureur des Konings wordt afgesloten met de vermelding ..."; in § 8, vierde lid, van hetzelfde ontworpen artikel schrijve men : "Indien, wanneer het gaat om een bevordering (...) van een betrekking, de meerderheid ...". In hetzelfde hoofdstuk schrijve men in art. 3, het ontworpen artikel 1quater, § 2, tweede lid, "(...) aan het door hen het laatst opgegeven adres". In art. 4, ontworpen artikel 1quinquies, § 2, schrijve men "Komt de kandidaat in aanmerking voor benoeming en ..." in plaats van "Is de kandidaat batig gerangschikt en ...". In hoofdstuk III zou het beter zijn art. 29, het ontworpen artikel 11, als volgt te stellen : "Tenzij anders bepaald in dit besluit zijn de voorwaarden voor bevordering door

verhoging in graad voor de graden die hierna in de linker-kolom worden vermeld, dezelfde als die welke bepaald zijn voor de graden die in de rechterkolom staan : (...)". Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor hoofdstuk IV, art. 34, ontworpen artikel 5, § 2. Hoofdstuk V, art. 38, ontworpen artikel 4bis, § 12, zou beter gesteld worden als volgt : "De bekwaamheidstests bedoeld in de §§ 4 en 8 worden georganiseerd per graad waarin een bevordering tot een weddeschaal-D mogelijk is".

De Nederlandse en Franse versie van de tekst stemmen op verschillende plaatsen niet overeen. Dat is onder meer het geval met art. 2, ontworpen artikel 1ter, § 5, eerste lid en achtste lid, waar respectievelijk het woord "hiérarchique" van de Franse tekst en het woord "onmiddellijk" van de Nederlandse tekst niet terug te vinden zijn in de Nederlandse respectievelijk de Franse tekst; in art. 3, het ontworpen artikel 1quater, § 2, vierde lid, waar het Franse "recommandée" niet in de Nederlandse tekst staat; in hoofdstuk II, artikel 17, waar de Franse versie van het ontworpen artikel 12 aangevuld dient te worden met "§ 1er" en in hoofdstuk VI, artikel 51, eerste lid, 2°, waar er een discrepantie is tussen de woorden "middelbare graad" in de Nederlandse tekst en de woorden "degré supérieur" in de Franse tekst.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. HANSE,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw griffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren voorzitter,

staatsraden,

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. CUVELIER, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. CUVELIER, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN J.-J. STRYCKMANS